

F. 95 - 2084

[C. - WIN - 29463]

**4 JUILLET 1995. — Arrêté du Collège de la Commission communautaire française,
déterminant la composition et le fonctionnement
des Cabinets des Membres du Collège de la Commission communautaire française**

Le Collège de la Commission communautaire française,

Vu les articles 136, 138, 166 § 3 et 178 de la Constitution coordonnée par la loi du 17 février 1994;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises, modifiée par la loi spéciale du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat, notamment les articles 74 et 75;

Vu le décret du Conseil de la Communauté française du 18 juin 1990 organisant la tutelle sur la Commission communautaire française;

Vu le décret (II) du Conseil de la Communauté française du 19 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

Vu le décret (II) du Conseil régional wallon du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

Vu le décret (III) de la Commission communautaire française du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées par l'arrêté royal du 12 janvier 1973, notamment de l'article 3 tel qu'il a été modifié par la loi ordinaire du 9 août 1980 de réformes institutionnelles;

Vu l'urgence;

Considérant la nécessité d'assurer sans délai le fonctionnement du Collège de la Commission communautaire française,

Arrête :

Section Ire. — Disposition générale

Article 1er. Chaque Membre du Collège de la Commission communautaire française dispose d'un Cabinet.

Section II. — Attributions et compositions

Art. 2. Les attributions de chaque Cabinet des Membres du Collège concernent : les affaires susceptibles d'influencer la politique générale du Collège ou les travaux de l'Assemblée de la Commission communautaire française; les recherches et les études propres à faciliter le travail personnel du Membre du Collège; la présentation des dossiers de l'administration, éventuellement le secrétariat du Collège, la réception et l'ouverture de son courrier personnel, sa correspondance particulière, les demandes d'audience, la revue de presse.

Art. 3. § 1er. Le Cabinet d'un Membre ne peut comprendre plus de quatre membres, répartis comme suit :

- un conseiller
- trois attachés.

§ 2. Pour la politique générale et pour des missions liées à l'exercice de la présidence, le Président peut adjoindre à son Cabinet les membres suivants :

- un directeur de cabinet adjoint
- un attaché.

Art. 4. § 1er. Pour les travaux d'exécution, le Cabinet d'un Membre ne peut comprendre plus de quatre agents, y compris les huissiers, les chauffeurs, les téléphonistes et les ouvriers.

§ 2. Le Cabinet du Président peut, en outre, comprendre un agent supplémentaire pour les travaux d'exécution relatifs à la politique générale et aux missions liées à l'exercice de la présidence.

Art. 5. Ne peuvent faire partie du personnel visé à l'article 4 ci-dessus, les agents de l'Etat, d'une Communauté ou d'une Région appartenant au niveau I, rang 10 excepté. Cette mesure s'applique dans les mêmes limites aux titulaires de grades équivalents appartenant aux autres services publics, aux organismes d'intérêt public ou aux établissements d'enseignement subventionnés.

Art. 6. Les membres du personnel des services publics, des organismes d'intérêt public ou des établissements d'enseignement subventionné, appelés à faire partie d'un Cabinet, ne peuvent rester en fonction dans leur emploi ni continuer à en exercer les attributions. Toutefois, ils participent à l'avancement dans leur administration et y reprennent leur emploi à la fin de leur mission.

Section III. — Nominations et fonctionnement

Art. 7. Les membres et agents du Cabinet sont nommés par le Membre du Collège concerné. Les détachements au départ de l'administration de la Commission communautaire française sont soumis à l'avis préalable du Membre chargé du budget, après avis du Fonctionnaire dirigeant. Les détachements au sein des institutions para-communautaires sont soumis à l'avis préalable du Membre fonctionnellement compétent, après avis du Fonctionnaire dirigeant. En cas d'avis négatif, le Collège est saisi préalablement au détachement éventuel de l'agent.

Art. 8. § 1er. Le Directeur de Cabinet communique les instructions et les ordres de service du Membre du Collège, par la voie hiérarchique. En cas d'urgence, il peut déroger à cette règle sous réserve d'en informer sans délai le Fonctionnaire dirigeant de l'administration, du service public ou de l'organisme d'intérêt public concerné.

§ 2. Les autres membres et agents du Cabinet ne peuvent traiter avec l'administration, le service public ou l'organisme d'intérêt public concerné, que par l'intermédiaire du Directeur de Cabinet, ou avec son autorisation.

Section IV. — Rémunérations, allocations et indemnités

Art. 9. § 1er. Il est alloué aux membres des Cabinets qui ne font pas partie du personnel des ministères nationaux, des Communautés, des Régions et des services des institutions bruxelloises, une allocation de Cabinet tenant lieu de traitement, fixée dans les échelles ci-après, applicables au personnel des ministères :

- directeur de cabinet adjoint : échelle 15/1;
- conseiller et chargé de mission : échelle 13/2;
- attaché : échelle 11/3.

§ 2. Les agents des Cabinets qui ne font pas partie du personnel des ministères nationaux, des Communautés, des Régions et des services des institutions bruxelloises et qui sont affectés aux travaux d'exécution, ainsi que les gens de métier et de service, bénéficient d'une allocation de Cabinet tenant lieu de traitement fixée dans les limites du traitement minimum et du traitement maximum de l'échelle attachée en régime organique, au grade des ministères correspondant à la fonction exercée, augmentée d'un supplément d'allocation qui ne peut dépasser 96 089 francs. Il ne peut être fait application de l'échelle spéciale éventuellement prévue en régime transitoire pour le personnel des ministères.

Art. 10. Les membres et agents des Cabinets bénéficient des allocations familiales, de l'allocation de naissance, de l'allocation de foyer ou de résidence, du pécule de vacances, de l'allocation familiale de vacances, de l'allocation de fin d'année et de toute autre allocation, aux taux et aux conditions prévus pour le personnel des ministères.

Art. 11. § 1er. Les membres du personnel des ministères nationaux, des services d'une Communauté ou d'une Région qui font partie d'un Cabinet et qui ont leur domicile en dehors de la Région de Bruxelles-Capitale, peuvent bénéficier, à charge de la Commission, d'un abonnement sur un moyen de transport en commun pour le trajet de leur domicile au lieu où est établi le Cabinet.

La durée de l'abonnement est limitée à un mois et doit être prorogée de mois en mois.

Éventuellement, la classe de l'abonnement est déterminée par le grade dont l'agent est revêtu dans son administration d'origine, conformément à la réglementation en matière de frais de parcours.

§ 2. Les membres et agents des Cabinets peuvent être autorisés à utiliser leur voiture personnelle dans les conditions prévues dans le même arrêté pour les fonctionnaires auxquels ils sont assimilés par le présent article. Ils sont dispensés de la tenue du livret de course.

Art. 12. § 1er. En vue de l'octroi des indemnités pour frais de séjour et en matière de frais de parcours, l'assimilation des membres et agents des Cabinets aux grades de la hiérarchie administrative est établie comme suit :

- le directeur de cabinet : aux fonctionnaires de rang 16;
- le directeur de cabinet adjoint : aux fonctionnaires de rang 15;
- les conseillers et chargés de mission : aux fonctionnaires de rang 13;
- le secrétaire de cabinet, le secrétaire particulier et les attachés : aux fonctionnaires de rang 11;
- le personnel affecté aux travaux d'exécution et les agents de métier et de service : au personnel exerçant des fonctions correspondantes.

Cette assimilation ne peut avoir pour effet de ranger dans une catégorie inférieure à celle correspondant à leur grade, les membres et agents des Cabinets appartenant au personnel des ministères.

§ 2. Un régime analogue à celui prévu au § 1er du présent article peut être appliqué aux membres et agents des Cabinets qui, sans faire partie du personnel des ministères nationaux ou des services d'une Communauté ou d'une Région, appartiennent toutefois à un service de l'Etat, à un autre service public, à un organisme d'intérêt public ou à un établissement d'enseignement subventionné.

Art. 13. Il peut être accordé aux membres du personnel employés par les Cabinets une allocation de Cabinet qui ne peut dépasser les taux annuels suivants :

- directeur de cabinet adjoint : 260 813 francs;
- conseiller et chargé de mission : 233 359 francs;
- attaché : 137 270 francs;
- personnel affecté aux travaux d'exécution et gens de métier et de service : 96 089 francs.

Art. 14. § 1er. La situation pécuniaire des membres et agents du Cabinet qui, sans faire partie des ministères nationaux, des Communautés ou des Régions et des services des institutions bruxelloises, appartient toutefois à un autre service de l'Etat, à un autre service public ou à un établissement d'enseignement subventionné, est réglée comme suit :

1. Lorsque l'employeur consent à poursuivre le paiement du traitement, l'intéressé obtient l'allocation de Cabinet prévue à l'article 13, la Commission rembourse éventuellement au service d'origine le traitement du membre ou agent de Cabinet augmenté, le cas échéant, des charges patronales; le traitement à prendre en charge ne peut néanmoins excéder le montant maximum de l'échelle de traitement prévu, pour le grade correspondant, par l'article 9;

2. Lorsque l'employeur suspend le paiement du traitement, l'intéressé obtient l'allocation de Cabinet tenant lieu de traitement prévue à l'article 9. Cette allocation ne peut cependant pas dépasser le montant du traitement majoré de l'allocation que l'intéressé obtiendrait au cas où les dispositions du 1 lui seraient applicables.

§ 2. Le remboursement de la rémunération des membres du personnel des ministères, des Régions et des Communautés détachés dans le Cabinet d'un Membre du Collège est effectué conformément aux modalités fixées par le Gouvernement fédéral, régional ou communautaire concerné.

Art. 15. § 1er. Le Membre du Collège peut accorder une allocation de départ aux personnes qui ont occupé des fonctions dans un Cabinet et qui ne sont pas, soit titulaires d'une fonction dans un ministère national, une Communauté ou une Région ou dans les services des Institutions bruxelloises, dans un service de l'Etat ou dans un autre service public, un organisme d'intérêt public ou un établissement d'enseignement subventionné, soit titulaires d'une fonction à charge du Trésor public.

§ 2. Cette allocation forfaitaire comprend :

- un mois d'allocation de Cabinet tenant lieu de traitement pour une période d'activité ininterrompue de trois à six mois;
- deux mois d'allocation de Cabinet tenant lieu de traitement pour une période d'activité ininterrompue de six mois à un an;
- trois mois d'allocation de Cabinet tenant lieu de traitement pour une période d'activité ininterrompue d'un an à dix-huit mois
- quatre mois d'allocation de Cabinet tenant lieu de traitement pour une période d'activité ininterrompue de dix-huit mois à deux ans;
- cinq mois d'allocation de Cabinet tenant lieu de traitement pour une période d'activité ininterrompue de deux ans et plus.

§ 3. L'allocation de départ est payée par mensualités. Pour obtenir l'allocation de départ, l'intéressé doit introduire chaque mois une déclaration sur l'honneur, dans laquelle il apparaît que pour la période concernée, il n'a pas exercé une activité professionnelle ou qu'il se trouve dans les conditions prévues au § 4.

Il est tenu d'avertir de toute modification de sa situation sous peine de perdre le bénéfice de ladite allocation.

§ 4. En dérogation au § 1er, le Membre du Collège peut accorder une allocation forfaitaire de départ aux personnes qui ont exercé des fonctions dans un Cabinet et qui soit sont titulaires exclusivement d'une ou plusieurs fonctions partielles dans un service public ou dans un établissement d'enseignement subventionné ou d'une ou plusieurs pensions à charge du Trésor, se rapportant à une ou plusieurs carrières incomplètes, soit bénéficient d'allocation de chômage. Dans ce cas, l'allocation de départ est fixée conformément au § 2 et diminuée, selon le cas, de la somme totale qui est due à l'intéressé pour la période correspondante, soit en rétribution de fonctions incomplètes, soit à titre de pension ou d'allocation de chômage.

§ 5. Les allocations et indemnités prévues aux articles 13 et 16 ne sont pas prises en considération pour la fixation de l'allocation de départ. Il n'est dû aucune allocation de départ aux personnes qui cessent leurs fonctions de leur plein gré.

Art. 16. Il est accordé aux chauffeurs de voiture des Cabinets :

- 1° une allocation forfaitaire mensuelle de 10 981 francs;
- 2° une indemnité forfaitaire d'un montant maximum de 99 970 francs par an.

L'arrêté du Régent du 30 mars 1950 réglant l'octroi d'allocations pour prestations à titre exceptionnel, l'arrêté royal du 24 décembre 1964 fixant les indemnités pour frais de séjour des membres du personnel des ministères ainsi que le supplément d'allocations et l'allocation de cabinet prévus aux articles 9 et 13 du présent arrêté ne leur sont pas applicables.

Art. 17. § 1er. Les indemnités et allocations prévues aux articles 9, 10, 13 et 16 sont payées mensuellement à terme échu. L'indemnité ou allocation du mois est égale à 1/12 du montant annuel. Lorsque l'indemnité ou l'allocation du mois n'est pas due entièrement du personnel des ministères.

§ 2. Les indemnités et allocations prévues aux articles 9, 10, 13 et 16 sont liées aux fluctuations de l'indice des prix à la consommation; à cet effet, elles sont rattachées à l'indice 138.01.

Bruxelles, le 4 juillet 1995.

H. HASQUIN,

Ministre, Président du Collège de la Commission communautaire française,
chargé du Budget, des Relations avec la Communauté française
et la Région wallonne, ainsi que des Relations internationales.

Ch. PICQUE,

Ministre, Membre du Collège, chargé de l'Aide aux Personnes

D. GOSUIN,

Ministre, Membre du Collège, chargé de la Culture, du Sport et du Tourisme

E. ANDRE,

Ministre, Membre du Collège, chargé de la Formation professionnelle et permanente des Classes moyennes

E. TOMAS,

Ministre, Membre du Collège, chargé de la Santé, de la Reconversion et du Recyclage professionnels,
de l'Enseignement, de la Promotion sociale, du Transport scolaire et de la Fonction publique

VERTALING

N. 95 — 2084

[Mac — 29463]

4 JULI 1995. — Besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot vaststelling van de samenstelling en de werking van de Kabinetten van de Leden van het College van de Franse Gemeenschapscommissie
Het College van de Franse Gemeenschapscommissie,

Gelet op de artikelen 136, 138, 166, § 3 en 178 van de Grondwet gecoördineerd bij de wet van 17 februari 1994;
Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 betreffende de Brusselse Instellingen, gewijzigd bij de bijzondere wet van 16 juli 1993 houdende vervollediging van de federale Staatsstructuur, inzonderheid op artikel 74 en 75;

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschapsraad van 18 juni 1990 tot organisatie van de voogdij over de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het decreet (II) van de Franse Gemeenschapsraad van 19 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het decreet (II) van het Waalse Gewest van 22 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap naar het Waalse gewest en de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het decreet (III) van de Franse Gemeenschapscommissie van 22 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op de wetten op de Raad van State gecoördineerd bij het koninklijk besluit van 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3 zoals gewijzigd bij de gewone wet van 9 augustus 1980 tot hervorming der instellingen,

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het dringend noodzakelijk is de werking van het College van de Franse Gemeenschapscommissie te verzekeren,

Besluit :

Sectie 1. — Algemene Bepaling

Artikel 1. Ieder Lid van de Franse Gemeenschapscommissie beschikt over een Kabinet.

Sectie 2. — Bevoegdheden en samenstellingen

Art. 2. De bevoegdheden van elk Kabinet van de Leden van het College hebben betrekking op : de aangelegenheden die het algemeen beleid van het College of de werkzaamheden van de Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie kunnen beïnvloeden; onderzoeken en studies gericht op het vergemakkelijken van het persoonlijk werk van het Lid van het College; het voorleggen van de dossiers van de Administratie, eventueel het secretariaat van het College waarnemen, het in ontvangst nemen en openen van zijn persoonlijke briefwisseling, de audiëntie-aanvragen, het persoverzicht.

Art. 3. § 1. Het Kabinet van een Lid mag niet meer dan vier leden tellen, onderverdeeld als volgt :

- een Adviseur;
- drie Attachés.

§ 2. Voor het algemeen beleid en opdrachten verbonden aan de uitoefening van het voorzitterschap, mag de Voorzitter zijn Kabinet uitbreiden met de volgende leden :

- een Adjunct-Kabinetsdirecteur;
- een Attaché.

Art. 4. § 1. Voor de uitvoeringswerkzaamheden mag het Kabinet van een Lid niet meer dan vier ambtenaren tellen, met inbegrip van de boden, de chauffeurs, de telefonisten en de werkmannen.

§ 2. Voor de uitvoeringswerkzaamheden betreffende het algemeen beleid en de opdrachten verbonden aan de uitoefening van het voorzitterschap, mag het Kabinet van de Voorzitter bovendien uitgebreid worden met een bijkomende ambtenaar.

Art. 5. Mogen geen deel uitmaken van het personeel bedoeld in bovenvermeld artikel 4 : staatsambtenaren, gemeenschapsambtenaren of gewestelijke ambtenaren van niveau 1, uitgezonderd rang 10. Dezelfde beperkingen gelden voor de houders van gelijkwaardige graden die deel uitmaken van andere openbare diensten, instellingen van openbaar nut of gesubsidieerde onderwijsinstellingen.

Art. 6. De personeelsleden van openbare diensten, instellingen van openbaar nut of gesubsidieerde onderwijsinstellingen waarop een beroep wordt gedaan om deel uit te maken van een Kabinet, kunnen niet in functie blijven in hun betrekking noch er de bevoegdheden van uitoefenen. Zij genieten evenwel van bevorderingen in de schoot van hun administratie en hervatten er hun werkzaamheden na de beëindiging van hun opdracht.

Sectie 3. — Benoemingen en werking

Art. 7. De Kabinetsleden en -ambtenaren worden benoemd door het Lid van het betrokken College. Detacheringen uitgaande van de administratie van de Franse Gemeenschapscommissie zijn onderworpen aan het voorafgaandelijk advies van het Lid belast met de begroting, na advies van de Leidende Ambtenaar.

Detacheringen in de schoot van paracommunautaire instellingen zijn onderworpen aan het voorafgaandelijk advies van het functioneel bevoegde Lid, na advies van de Leidende Ambtenaar.

Bij negatief advies wordt de eventuele detachering van de ambtenaar voorafgaandelijk aan het College voorgelegd.

Art. 8. § 1. De Kabinetsdirecteur deelt, langs hiërarchische weg, de instructies en dienstbevelen van het Lid van het College mee. In geval van dringende noodzaak kan hij van deze regel afwijken indien hij er de Leidende Ambtenaar van de Administratie, de openbare dienst of de betrokken instelling van openbaar nut overwijd van op de hoogte brengt.

§ 2. Betrekkingen tussen de andere Kabinetsleden en -ambtenaren en de Administratie, de openbare dienst of de betrokken instelling van openbaar nut, kunnen uitsluitend plaatsvinden via bemiddeling of met de instemming van de Kabinetsdirecteur.

Sectie 4. — Bezoldigingen, toelagen en vergoedingen

Art. 9. § 1. Als wedde ontvangen de Kabinetsleden die geen deel uitmaken van het personeel van de nationale of gewestelijke ministeries, de gemeenschapsministeries en de diensten van de Brusselse instellingen, een Kabinetstoelage vastgelegd in de hierna volgende schalen en van toepassing op het ministerieel personeel :

- Adjunct-kabinetsdirecteur : schaal 15/1;
- Adviseur en Opdrachtgelastigde : schaal 13/2;
- Attaché : schaal 11/3.

§ 2. Als wedde ontvangen de Kabinetsleden die geen deel uitmaken van het personeel van de nationale of gewestelijke ministeries, de gemeenschapsministeries en de diensten van de Brusselse instellingen, en die ingezet worden voor de uitvoeringswerkzaamheden, alsook de vak- en dienstlui, een Kabinetstoelage vastgelegd binnen de grenzen van het

minimum- en het maximumloon van de schaal die in het organiek stelsel geldt voor de graden van de ministeries die overeenstemmen met de uitgeoefende functie en verhoogd met een bijkomende vergoeding ten belope van maximum 96.089 BF. De bijzondere schaal waarin bij het overgangsstelsel eventueel voorzien wordt voor het ministerieel personeel mag niet toegepast worden.

Art. 10. De Kabinetsleden en -ambtenaren ontvangen kinderbijslag, geboortepremies, een haard- en standplaatsvergoeding, vakantiegeld, een familiale vakantietoelage, een eindejaarstoelage en van alle andere toelage. Hiervoor gelden dezelfde tarieven en voorwaarden als voor het ministerieel personeel.

Art. 11. § 1. De personeelsleden van de nationale ministeries, de diensten van een Gemeenschap of een Gewest die deel uitmaken van een Kabinet en wier woonplaats buiten het Gewest gelegen zijn, kunnen, ten laste van de Commissie, beschikken over een abonnement op een openbaar vervoermiddel voor het traject tussen hun woonplaats en het Kabinet.

De duur van dergelijk abonnement blijft beperkt tot een maand en dient maandelijks verlengd te worden.

De klasse van het abonnement wordt eventueel bepaald door de graad die de ambtenaar bij zijn Bestuur van herkomst bekleedt, dit overeenkomstig de reglementering inzake de reiskosten.

§ 2. Het kan de Kabinetsleden- en ambtenaren toegestaan worden hun eigen voertuig te gebruiken op de voorwaarden voorzien in hetzelfde besluit voor de ambtenaren waarmee ze door onderhavig artikel gelijkgesteld worden. Ze dienen geen ritboekje bij te houden.

Art. 12. § 1. Met het oog op de toekenning van de vergoedingen voor verblijfs- en reiskosten, wordt de gelijkstelling van de Kabinetsleden en -ambtenaren met de graden van de administratieve hiërarchie geregeld als volgt :

— de Kabinetsdirecteur : met ambtenaren van de graden 16;

— de Adjunct-kabinetsdirecteur : met ambtenaren van graad 15;

— de Adviseurs en Opdrachtgelastigden : met ambtenaren van graad 13;

— de Kabinetssecretaris, de Privé-secretaris en de Attachés : met ambtenaren van rang 11;

— het personeel dat instaat voor de uitvoeringswerkzaamheden en de vak- en dienstlui : met het personeel dat overeenstemmende functies uitoefent.

Deze gelijkstelling kan geenszins tot gevolg hebben dat de Kabinetsleden en -ambtenaren die deel uitmaken van het ministerieel personeel, in een lagere categorie terecht komen dan deze die overeenstemt met hun graad.

§ 2. Voor de Kabinetsleden en -ambtenaren die, hoewel ze geen deel uitmaken van het personeel van een nationaal ministerie of van de diensten van een Gewest of een Gemeenschap, toch tot het personeel van een Staatsdienst, een andere openbare dienst, een instelling van openbaar nut of een gesubsidieerde onderwijsinstelling behoren, kan er een stelsel vergelijkbaar met het in § 1 van onderhavig artikel voorziene stelsel, toegepast worden.

Art. 13. De personeelsleden die door de Kabinetten tewerkgesteld zijn kunnen een Kabinetsvergoeding ontvangen die de volgende jaarlijkse bedragen niet mag overschrijden :

— Adjunct-kabinetsdirecteur : 260 813 BF;

— Adviseur en Opdrachtgelastigde : 233 359 BF;

— Attaché : 137 270 BF;

— personeel dat instaat voor de uitvoeringswerkzaamheden en de vak- en dienstlui : 96 089 BF.

Art. 14. § 1. De financiële toestand van de Kabinetsleden en -ambtenaren die, hoewel ze geen deel uitmaken van het personeel van een nationaal ministerie, een Gemeenschap, een Gewest of de diensten van de Brusselse instellingen, wel behoren tot een andere Staatsdienst, openbare dienst of gesubsidieerde onderwijsinstelling, wordt geregeld als volgt :

1. wanneer de werkgever ermee instemt de betaling van de wedde verder te zetten, ontvangt de belanghebbende de in artikel 13 voorziene Kabinetsvergoeding. De Commissie betaalt de wedde van de ambtenaar of het lid van het kabinet eventueel terug aan de dienst van herkomst, in voorkomend geval verhoogd met de werkgeversbijdragen. De terug te betalen wedde kan geenszins het maximale bedrag van de, in artikel 9, voor de overeenstemmende graad voorziene loonschaal overschrijden.

2. wanneer de werkgever de betaling van de wedde opschort, ontvangt de belanghebbende de in artikel 9 voorziene Kabinetstoelage als wedde. Deze toelage overschrijdt evenwel nooit het bedrag van de wedde vermeerderd met de vergoeding die de belanghebbende zou verkrijgen indien de bepalingen uit punt 1 van toepassing zouden zijn.

§ 2. De terugbetaling van de toelagen van de personeelsleden van ministeries, Gewesten en Gemeenschappen, gedetacheerd bij het Kabinet van een Lid van het College, wordt uitgevoerd overeenkomstig de modaliteiten vastgelegd door de betrokken federale regering of de betrokken gemeenschaps- of gewestregering.

Art. 15. § 1. Het Lid van het College kan een ontslagtoelage toekennen aan personen die een functie uitgeoefend hebben bij een Kabinet en die enerzijds geen functie bekleeden in een nationaal ministerie, een Gemeenschap of een Gewest of in een dienst van de Brusselse instellingen, in een Staatsdienst of een andere openbare dienst, een instelling van openbaar nut of een gesubsidieerde onderwijsinstelling, en anderzijds geen functie ten laste van de schatkist bekleeden.

§ 2. Deze forfaitaire toelage omvat :

— een maand kabinetstoelage geldend als wedde voor een ononderbroken activiteitsperiode van drie tot zes maanden;

— twee maanden kabinetstoelage geldend als wedde voor een ononderbroken activiteitsperiode van zes maanden tot één jaar;

— drie maanden kabinetstoelage geldend als wedde voor een ononderbroken activiteitsperiode van één jaar tot achttien maanden;

— vier maanden kabinetstoelage geldend als wedde voor een ononderbroken activiteitsperiode van achttien maanden tot twee jaar;

— vijf maanden kabinetstoelage geldend als wedde voor een ononderbroken activiteitsperiode van minstens twee jaar;

§ 3. De vertrektoelage wordt in schijven van een maand uitgekeerd. Om de vertrektoelage te bekomen moet de betrokkene iedere maand een verklaring onder ede indienen, waaruit blijkt dat hij gedurende de betrokken periode geen enkele beroepsactiviteit uitgeoefend heeft of dat hij zich in een toestand bevindt waarin voorzien wordt in § 4.

Hij dient iedere wijziging in zijn toestand te melden, op straffe geen aanspraak meer te kunnen maken op de bedoelde toelage.

§ 4. In afwijking van 1ste § kan het Lid van het College een forfaitaire vertrektoelage toekennen aan de personen die functies hebben vervuld in een Kabinet in die hetzij uitsluitend één of meerdere gedeeltelijke functies bekleeden in een openbare dienst of in een gesubsidieerde onderwijsinstelling of die ten laste van de Schatkist één of meerdere

rustpensioenen ontvangen die betrekking hebben op één of meerdere onvolledige loopbanen, hetzij werkloosheidsuitkeringen ontvangen. In dat geval wordt de vertrektoelage vastgesteld overeenkomstig § 2 en verminderd, naargelang het geval, met het totaal bedrag dat aan de betrokkene verschuldigd is voor de overeenstemmende periode, hetzij als betaling voor onvolledige functies, hetzij als rustpensioen of werkloosheidstoelage.

§ 5: De toelagen en vergoedingen voorzien in artikelen 13 en 16 worden niet in aanmerking genomen voor de vaststelling van de vertrektoelage. Er is geen vertrektoelage verschuldigd aan personen die vrijwillig hun functies stopgezetten.

Art. 16 De chauffeurs van de Kabinetten ontvangen :

1. een forfaitaire maandelijkse vergoeding van 10.981 BF.;
2. een forfaitair bedrag ten belope van maximaal 99.970 BF per jaar.

Zijn hierop niet van toepassing : het Regentsbesluit van 30 maart 1950 tot regeling van de toekenning van vergoedingen voor buitengewone prestaties, het koninklijk besluit van 24 december 1964 tot vaststelling van de verblijfskosten van de personeelsleden van de ministeries alsook van de bijkomende vergoeding en de Kabinetstoelage voorzien in artikelen 9 en 13 van onderhavig besluit.

Art. 17. § 1. De in artikelen 9, 10, 13 en 16 voorziene vergoedingen en toelagen worden maandelijks uitbetaald, na afloop van de betrokken periode. De maandelijkse vergoeding of toelage is gelijk aan 1/12 van het jaarlijks bedrag. Wanneer de vergoeding of de toelage niet volledig verschuldigd is, wordt ze uitbetaald in dertigsten, overeenkomstig de bepalingen van het geldelijk statuut van het ministerieel personeel.

§ 2. De in artikelen 9, 10, 13 en 16 voorziene vergoedingen en toelagen volgen de schommelingen van de index der verbruiksprijzen; daartoe zijn ze gekoppeld aan de index 138.01.

Brussel, 4 juli 1995.

Minister, Voorzitter van het College van de Franse Gemeenschapscommissie, belast met Begroting,
de Betrekkingen met de Franse Gemeenschap en het Waals Gewest, alsook met de Internationale Betrekkingen,
H. HASQUIN

Minister, Lid van het College, belast met Bijstand aan Personen,
Ch. PICQUE

Minister, Lid van het College, belast met Cultuur, Sport en Toerisme,
D. GOSUIN

Minister, Lid van het College, belast met de Beroepsopleiding en de Permanente Opleiding van de Middenklasse,
E. ANDRE

Minister, Lid van het College, belast met Gezondheid, Beroepsomscholing en Bijscholing, Onderwijs,
Sociale Promotie, Leerlingenvervoer en Openbaar Ambt,
E. THOMAS

F. 95 — 2085

[C — WIN — 26461]

**4 JUILLET 1995. — Arrêté du Collège de la Commission communautaire française
fixant la répartition des compétences entre les membres
du Collège de la Commission communautaire française**

Le Collège,

Vu les articles 136, 138, 166 et 176 de la Constitution coordonnée par la loi du 17 février 1994;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, modifiée par la loi du 8 août 1988 de réformes institutionnelles, par la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions et par la loi spéciale du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises, modifiée par la loi spéciale du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat, notamment ses articles 60, alinéa 2, 74 et 75;

Vu le décret du Conseil de la Communauté française du 18 juin 1990 organisant la tutelle sur la Commission communautaire française;

Vu le décret (I) de la Commission communautaire française du 8 juillet 1993 relatif au transfert de l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Commission communautaire française;